

CIBLE

DSK-FMI

Dominique Strauss-Kahn est directeur général du Fonds monétaire international. Nicolas Sarkozy, qui avait désigné cet étrange socialiste comme candidat, se réjouit bruyamment de cette élection.

Il a tort. Ne nous rendons pas complices d'une illusion qui pourrait se doubler d'une réelle imprudence.

L'illusion, classique, est de considérer que la présence d'un Français à la tête d'un organisme international est un avantage pour la France. Tel n'est pas le cas : à la direction du FMI, Michel Camdessus fut le serviteur zélé d'une gestion criminelle. Pascal Lamy, à la tête de l'Organisation Mondiale du Commerce, se comporte lui aussi en idéologue du libre-échange. Et Jean-Claude Trichet, à la BCE, défend fanatiquement une ligne désastreuse - pour la France singulièrement.

L'imprudence consistait à placer à la tête d'une institution internationale un homme qui a alimenté la chronique judiciaire et dont la réputation est pour le moins douteuse. La fragilité de Dominique Strauss-Kahn réjouit les Américains, qui auront facilement barre sur le directeur général du FMI et qui pourraient discréditer les Français, s'ils en éprouvent un jour la nécessité.

ANTIRACISME

Touche pas à mon Tintin !

BCE

**Une critique
radicale**

p. 8

Idées

**Jean-Claude
Michéa**

p. 9

Le camembert, Tintin, même combat ?

Est-ce parce que nous n'avons pas eu d'été et que sous un ciel uniformément gris nous sommes passés directement du printemps à l'automne ? Les nouvelles de la rentrée n'ont rien qui enthousiasme et réjouisse nos cœurs.

Ainsi, nous avons simultanément appris que les deux principaux industriels du camembert, Isigny-Sainte-Mère et Lactalis, renoncent à fabriquer leur camembert au lait cru, renoncent à leur AOC au nom de la sécurité alimentaire et que le Cran (Conseil représentatif des associations noires en France) demande aux Éditions Casterman de retirer de la vente *Tintin au Congo* de Hergé.

Les petits producteurs normands ont, par réaction, fondé un nouveau syndicat de fromages AOC et un Comité de défense du véritable camembert.

En revanche, aucun Comité de défense de l'œuvre de Hergé ne s'est, à notre connaissance, créé. Au contraire, le Mrap, enfonçant le clou planté par le Cran, a prié Casterman d'insérer dans les prochaines éditions de *Tintin au Congo* un appel à la

vigilance contre les préjugés racistes.

Le camembert au lait cru insalubre, Hergé raciste, ces accusations atteignent notre esprit et notre estomac, affaiblissent nos petites cellules grises et nous coupent l'appétit, ternissent notre joie de vivre.

En ce qui touche les menaces qui pèsent sur le véritable camembert (et pas seulement sur lui, mais aussi sur le beaufort, le comté, le vacherin, le brie, le reblochon), nous devons résister aux prétentions hygiénistes des bureaucrates européens de Bruxelles, soutenir le combat des petits producteurs contre les grands industriels. Des pays tels que la France et l'Italie qui ont derrière eux une plurimillénaire culture de la bonne cuisine et des produits du terroir ne doivent pas céder au fascisme de la santé qui s'impatronise sur la planète entière.

Pour Hergé, c'est autre chose. Georges Remi était un disciple du Bouddha, un lecteur du Tao, il n'avait aucune estime pour le colonialisme occidental ni pour les valeurs que celui-ci prétendait enseigner aux populations qu'il subjuguait. Il avait horreur de l'impérialisme, et le massacre des Incas par les Espagnols, celui des Indiens par les Américains du Nord, l'occupation de la Chine par les Japonais, tous les lecteurs du *Temple du Soleil*, de *Tintin en Amérique* et du *Lotus bleu* savent qu'ils l'indignaient ; savent la fougue avec quoi il a pris la défense de ces peuples opprimés.

La sympathie que Hergé a éprouvée pour les Noirs était égale à celle qu'il a témoignée aux Incas, aux Chinois et aux Indiens. Une lecture attentive de *Tintin au Congo* et de *Coke en Stock* ne peut que, sauf mauvaise foi, nous en convaincre. Franchement, chers amis du Cran et du Mrap, ne sentez-vous pas

combien sont injustes vos attaques contre notre cher et génial Hergé, excessives vos rétroactives exigences ?

Lorsque j'étais enfant, mon père, un Russe blanc émigré en France, m'interdisait de lire *Le Général Dourakine* où tous les Russes sont soit des imbéciles, soit des salauds, soit des sadiques et où le seul étranger vraiment sympathique est un Polonais échappé du bagne de Sibérie. Du coup, je le lisais en cachette, stimulé, comme le sont les gamins, par cette interdiction. Toutefois, si mon père n'aimait pas la comtesse de Ségur, il n'a jamais songé à envoyer ses avocats aux Éditions Hachette, à exiger que celles-ci retirassent de la vente le russophobe *Général Dourakine*.

Les Noirs de *Tintin au Congo* sont parfois naïfs, voire niais ? Soit, mais la Bécassine dessinée par Joseph Pichon ne l'est pas moins. Les Bretons ont-ils pour autant souhaité que ses *Aventures* fussent retirées des rayons pour enfants et reléguées dans l'enfer des bibliothèques entre *Justine* de Sade et *Histoire d'O* de Pauline Réage ?

Dans notre code civil, la loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a pas d'effet rétroactif. Il en va de même dans tous les pays libres. Seuls les dictateurs prétendent gratter le passé, le censurer, le récrire. Que le Cran et le Mrap songent au détestable précédent que risque, juridiquement, de créer leur requête. Comme Dupont et Dupond, je dirais même plus : qu'ils y songent.

Gabriel MATZNEFF

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Camembert, Tintin, même combat ? - p.3 : Race des seigneurs - Fatigue - p.4 : Sarkozy et le rêve du Medef - p.5 : Le début de la fin pour les Américains ? - p.6/7 : Les bonzes persécutés - p.8 : Une critique radicale - p.9 : La tyrannie libérale - p.10 : Bernard de Ventadour- Notre Dame - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Le Président parle.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Race des seigneurs

Échotiers et blogueurs, attentifs aux détails des rapports entre M. et Mme Sarkozy et l'actuelle ministre de la Justice Rachida Dati, avaient noté sa présence à bord du yacht de Chypre après l'élection présidentielle, puis à l'avant du bateau du couple élyséen sur le lac Winnepesaukee en attendant la rencontre avec Georges Bush.

Or cette figure de proue du navire présidentiel devenue ministre fait, de la part de Cécilia, l'objet d'une amitié si particulière que l'enthousiasme lui a dicté cet éloge : « *C'est plus qu'une amie, c'est ma sœur. Je ne la lâcherai jamais. Je connais tout d'elle. Elle est de la race des seigneurs.* » (1)

L'image insolite a suscité autant de gloses qu'une proposition scholastique au XIII^e siècle.

La première est d'une violence extrême : la locutrice serait une adepte des doctrines national-socialistes résumées ainsi par Adolf Hitler : « *Se nourrir signifie conquérir des terres, du sol, et donc inéluctablement se battre contre d'autres races, soumettre ou anéantir d'autres races plus faibles, pour aboutir finalement à la domination de la race des seigneurs.* » (Herrenvolk). (2)

Mais comme il est douteux que Cécilia ait lu Gobineau et soit une disciple avouée du Führer, certains ont relevé que l'expression, appliquée à une personne aux origines plus proches du monde arabe que de la *race aryenne*, signifiait que la femme du Président succombait au *syndrome de Stockholm*, et s'inclinait devant un groupe ethnique dont

l'intégrisme s'apprête à envahir et subjuguer l'Occident.

Apporter de l'eau à ces moulins fantasmagiques est un jeu d'enfant.

En effet, dans son zèle à promouvoir le travail, Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas déclaré dans sa campagne que celui-ci rendait libre (*Arbeit macht frei*) ? Ne confesse-t-il pas la prédominance des facteurs génétiques sur l'éthique et l'éducation ? N'est-ce pas sous sa gouverne qu'une loi de prévention de la délinquance prône le dépistage, dès 36 mois, des enfants turbulents ? (3). Sa législation sur le contrôle de l'émigration n'a-t-elle pas sacrifié au fétichisme des analyses d'ADN ? Enfin, le président de la République, dans son discours de Dakar le 26 juillet, n'a-t-il pas développé à propos de l'Afrique une théorie qui enferme ce continent dans des déterminismes post-coloniaux ? « *Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. Jamais il ne s'élance vers l'avenir, jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin.* » (4)

Eh bien non ! Rassurez-vous, nous apportons ici la preuve que cette imputation terrible ne tient pas debout.

En 1974, un film de Pierre Granier-Deferre avec Alain Delon, Claude Rich et Jeanne Moreau, contait les déconvenues d'un certain Julien Dandieu, chef de Parti ministrable, que sa liaison avec la cover-girl Creezy handicapait un instant dans son irrésistible ascension. Le titre de ce film est *La race des seigneurs*.

Mme Sarkozy, cinéphile avertie, a donc choisi la formule qui désigne le mieux la nouvelle élite de notre pays, celle dont le cinéaste décrivait les « *manigances politiques et la soif de réussite* » il y a trente ans, celle-là même des 270 privilégiés dont *Point de vue* (5) sous le titre *Politiques, stars et milliardaires, la nouvelle alliance* rapporte la folle soirée chez le roi du luxe Bernard Arnault. Il consacre rien moins que sa couverture à Rachida Dati (*en noir scintillant et en Dior*) collée au couturier John Galiano.

Réjouissons-nous que la femme du Président montre autant de lucidité sur ses amies et le monde présent.

Luc de GOUSTINE

(1) Agathe Logeart, le *Nouvel Observateur*, 12 juillet 2007.

(2) *Mein Kampf*, p. 497.

(3) Voir les 200 000 signatures rassemblées par le collectif *Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans*.

http://www.pasde0deconduite.ras.eu.org/article.php3?id_article=98

(4) Cf. sa critique par Étienne Smith :

<http://www.mouvements.info/spip.php?article143>

(5) N° 3088 daté du 26/09 au 02/10/2007.

Fatigue

« **A** lors, l'avoinée que Lionel a filée à Ségolène ? ». Nous n'avions pas attendu le livre du battu de 2002 pour souligner ici même les innombrables erreurs de la candidate socialiste. « *Mais la réponse que la battue de 2007 fait paraître, elle aussi, sous forme de livre ?* ». Pas l'intention d'en dire un mot. « *Pourtant, ne dit-on pas qu'un milliardaire à la plume alerte, connu par trois initiales, mit la main à la pâte ?* ». A moins d'une pétition de lecteurs, nous n'en soufflerons mot. « *Mais le livre que ce même milliardaire a consacré à la gauche ?* ». L'opuscule ne m'a pas fait bouger un cil.

Pour tout dire, ces règlements de compte me fatiguent. Pendant que les chefs socialistes s'entretuent, Nicolas Sarkozy peut déployer en toute quiétude les artifices de sa propagande.

Mais il est inutile d'interpeller les hollandistes et leurs ennemis, qui sont en train de s'occuper des affaires vraiment importantes : la préparation des élections municipales qui leur assure, comme les régionales, de magnifiques rentes de situation.

Le Parti socialiste est depuis longtemps un rassemblement de grands féodaux. Mais il semble que la plupart des notables se désintéressent de la conquête du pouvoir central. Aux écrasantes responsabilités nationales, ils préfèrent le confort des grandes mairies qui sont au plus près des corrupteurs du grand commerce et de l'industrie. Les renoncements socialistes résultent, pour une part, de décisions mûrement réfléchies.

Sylvie FERNOY

Défaire

O n avait oublié Denis Kessler. Ancien militant de la Gauche prolétarienne, il fut, à la tête de la Fédération française des Sociétés d'Assurance puis à la direction du Medef (comme vice-président) l'un des artisans les plus intelligents et les plus déterminés de la guerre sociale déclenchée à la fin du siècle dernier par l'organisation patronale, ses alliés et ses clients.

Président d'une société de réassurance, Denis Kessler rédige pour le magazine *Challenges* des éditoriaux qui ont le mérite de la franchise. Celui du 4 octobre (n° 94) mérite une attention toute particulière.

Le programme du gouvernement, explique le jovial personnage, paraît confus. Régimes spéciaux, statut de la fonction publique, réforme de la Sécurité sociale, on fait tout en même temps et cela paraît aller dans tous les sens.

Erreur grossière ! « *À y regarder de plus près, écrit Denis Kessler, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* ».

L'ancien vice-président du MEDEF se réjouit de cette destruction, trop longtemps retardée à son avis, mais qui est maintenant l'œuvre concertée d'une nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et syndicaux.

Parmi ces entrepreneurs (de pompes funèbres), Denis Kessler compte sans doute Nicolas Sarkozy et sa suite.

Annette DELRANCK

Sarkozy et le rêve du Medef

Sur le principe, il n'y a rien à redire : quoi de plus normal, en effet, que l'État, au nom du bien commun, organise et facilite le dialogue entre les partenaires sociaux. Sur la méthode, non plus : à l'État de fixer les grandes orientations et le calendrier, aux organisations syndicales et patronales d'aboutir à des décisions qui seront transposées en lois pour peu qu'elles rencontrent l'assentiment du législateur.

C e qui pose problème, en revanche, ce sont ces orientations : nombre d'entre elles vont dans le sens d'une remise en cause des acquis sociaux. Ainsi le gouvernement va-t-il organiser tout au long du mois d'octobre trois conférences : la première (qui a déjà eu lieu le 4) sur les conditions de travail, la deuxième sur les revenus et le pouvoir d'achat, programmée pour le 23 octobre, la dernière, sur l'égalité salariale entre les hommes et les femmes se déroulera au tout début novembre.

Un consensus semble se dessiner sur cette dernière : à travail égal, salaire égal, tout le monde est d'accord sur le principe, reste qu'il a le plus grand mal à entrer dans les faits. Des accords ont déjà été signés par le passé à l'échelon national entre partenaires sociaux qui n'ont pas été déclinés dans les entreprises. D'autre part, Xavier Bertrand, ministre du Travail, qui a en charge l'organisation de cette conférence, a fixé un délai de deux ans pour que les salaires féminins rattrapent les salaires masculins : une gageure tant le patronat voit d'un mauvais œil l'augmentation de la

masse salariale qui en découlera.

La conférence sur l'amélioration des conditions de travail a débouché sur l'ouverture de trois négociations. Les syndicats sont d'ores et déjà déçus, qui n'ont pu aborder que le volet prévention des risques - dispositif destiné à éviter les accidents et maladies liées au travail - alors qu'ils auraient souhaité profiter de la conférence pour traiter de l'aspect réparation. Or, le patronat ne voulant pas en entendre parler, le gouvernement a purement et simplement écarté le sujet le reportant à plus tard.

Si l'on est en droit de penser que, malgré ces difficultés, ces deux conférences devraient pouvoir aboutir à des progrès sociaux, la troisième, sur les revenus et le pouvoir d'achat, risque, au contraire, de déboucher sur une régression des droits des salariés. Le gouvernement et le patronat partent, en effet, du principe selon lequel les salaires sont trop élevés et pèsent sur la compétitivité des entreprises. Ils entendent donc en profiter pour remettre en cause sinon l'existence du Smic, du moins son mode de fixation et son évolution. Actuellement, c'est le gouvernement qui, tous les

ans au début de l'été, détermine l'augmentation du salaire minimum en fonction de l'inflation, il peut en profiter pour lui donner un coup de pouce ; désormais il serait fixé par un comité d'experts sur la base de critères purement économiques et non plus sur l'inflation et serait revu tous les deux ans. L'État renoncerait, ainsi, à l'une de ses prérogatives et le Smic serait vidé de sa substance.

« *Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante, lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine* », précise l'article 23 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Il y a quelques années, Ernest-Antoine Seillière, alors président du Medef, déclarait en substance que les entreprises, pour rester compétitives, ne pouvaient se permettre de payer un salaire minimum supérieur à celui fixé par le marché - en gros celui du travailleur chinois. Et que si le gouvernement désirait préserver l'existence du Smic, c'était à lui de payer le différentiel entre le prix du marché et le niveau du salaire minimum. Le Medef en a rêvé, Sarkozy serait en passe de l'exaucer.

Nicolas PALUMBO

Le début de la fin pour les Américains ?

L'envoi des troupes américaines en Irak n'était pas nécessaire ; leur retrait ne devrait pas être un drame pour les Américains. Pour les Irakiens et la région c'est une autre histoire.

Jacques Sapir situe en 2003 le commencement du XXI^e siècle : la guerre en Irak. C'est faire trop d'honneur à celle-ci et à son auteur, le président Bush. Loin de marquer le début de la fin du siècle américain, elle ne remet pas en cause le statut de première puissance des États-Unis.

Certes, ils ne seront plus l'hyperpuissance. Mais ce qualificatif malheureux, issu d'un regrettable malentendu de traduction de l'anglais au français, ne rendait pas compte de la manière dont se décrivent les Américains. Il en disait plus sur nos admirations ou nos envies. Autre erreur de perspective, le fait de croire que nous sommes les seuls, les vrais, à vivre le tournant historique parce que nous vivons à ce moment déterminé. Que ne devrait-on dire de la guerre du Viêt-Nam ? Que n'a-t-on dit alors du déclin américain ?

La guerre en Irak n'est pas la guerre du Viêt-Nam. Elle ne laissera pas sa marque sur le corps social ni d'ailleurs sur la campagne pour les élections présidentielles de l'an prochain. L'échec américain en Irak n'est pas le désastre intentionnellement annoncé par George Bush lui-même. Pour plusieurs raisons : si 4 000 morts n'est pas un chiffre négligeable - déjà supérieur aux morts des tours jumelles -, au Viêt-Nam il y en eut 58 000. Les soldats en Irak sont des engagés volontaires là où toutes les classes d'âge étaient envoyées au

Viêt-Nam sous le régime de la conscription.

L'Irak n'est finalement pas essentiel pour les États-Unis. Le pétrole n'avait été mis en avant que pour justifier une expédition ou la dénigrer, mais il n'y était pas pour grand-chose. Le pourcentage de musulmans aux États-Unis est de 2 % et faiblement visible. Les impliquer dans le terrorisme a fait long feu. Enfin, chacun a compris que Saddam Hussein n'avait rien à voir avec le 11-septembre.

Le Viêt-Nam s'inscrivait dans une perspective de guerre froide étendue à la Chine. Un point perdu par les Américains en Irak n'est pas un point gagné par les anciens adversaires de la guerre froide. Il n'y a plus de guerre froide même si certains en annoncent le retour, sans doute par nostalgie d'un monde idéologiquement cohérent.

L'Irak sera passé aux pertes et profits de la présidence Bush. La machine électorale qui s'est mise en branle dans les deux grands partis va faire résonner comme tous les quatre ans le concert de la démocratie américaine à l'échelle de la planète. Elle présente une belle palette d'ingénus, beaux exemplaires d'idéalisme absolu comme la femme de l'ancien président Clinton, Hillary, l'africain-américain Obama, le mormon Romney ou le héros des pompiers du 11-septembre, l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani. Oubliés Bush et

Bagdad. Retour à *Bagdad Café*. Le monde entier va se prendre au jeu et s'imaginer qu'il est appelé à voter pour son président. Illusion suprême, magie du spectacle américain, contre lequel aucun autre pays n'a encore trouvé la parade.

Si les États-Unis ont changé avec le siècle, c'est bien la date du 11 septembre 2001 qu'il convient de retenir, qui marque comme en 1960 la fin de l'invulnérabilité américaine. Non, comme le croyaient les analystes sérieux, à cause de la portée des missiles russes ou des spéculations des fonds de pension, mais par l'action de quelques jihadistes inconnus. Pour Jacques Sapir, économiste, l'événement n'est qu'un épiphénomène. Il n'est pas structurant, car il ne se rattache à aucune de ses grilles de lecture. Idem pour l'oracle de la fin de l'Histoire, auquel il se réfère, Fukuyama, qui écartait souverainement de son analyse islamisme et nationalisme relégués dans les marges de l'histoire universelle. Sapir a raison de remettre les nations au cœur des relations internationales. Il pourrait également faire leur part aux religions sans pour autant renoncer à ses cadres de référence. L'islamisme peut être appréhendé selon des schémas d'économie marxiste comme s'y était évertué Maxime Rodinson. On peut aussi rejeter toute lecture du réel comme rationnel, mais ceci est une autre histoire qu'on laissera provisoirement aux oubliés de l'histoire que sont dès aujourd'hui les centaines de milliers de victimes irakiennes.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ESPAGNE** – Menées par des indépendantistes régionaux basques et surtout catalans des manifestations hostiles à la monarchie et au Roi se sont déroulées dans différentes villes d'Espagne où des photos de la famille royale ont été brûlées. Ces petites minorités ont reçu l'appui surprenant d'un présentateur de la radio catholique COPE, propriété de la conférence épiscopale, la deuxième en terme d'audience en Espagne, qui a réclamé l'abdication du Roi en faveur de son fils. Cette prise de position étonnante a provoqué de nombreuses réactions de soutien à la monarchie dont celle du puissant syndicat de l'UGT qui a interpellé à ce sujet la conférence épiscopale. Le roi Juan Carlos lui-même a estimé nécessaire de prendre publiquement la défense de l'institution monarchique. A l'université d'Oviedo, à l'occasion de l'ouverture solennelle de l'année universitaire, le roi a rappelé que « *La monarchie parlementaire sur laquelle repose notre Constitution* » a permis à l'Espagne de « *vivre sa plus longue période de stabilité et de prospérité en démocratie* ». Un récent sondage d'opinion publié dans *Tiempo* indiquait que 85,3 % des Espagnols pensent que le rôle de la Couronne a été positif pour la démocratie et presque les deux tiers pensent que « *la monarchie continue à être bonne ou très bonne dans les temps actuels* ».

♦ **IRAK** – A l'occasion du 75^e anniversaire de l'indépendance de l'Irak, chérif Ali ben Hussein a accordé un entretien à l'AFP. Le prince, âgé de 51 ans, appartient à la famille hachémite et est cousin du dernier roi d'Irak, Fayçal II, assassiné en 1958. Il a vécu en exil à Londres avant de venir s'installer à Bagdad après la chute de Saddam Hussein. Il vit dans une villa sur les bords du Tigre, sous la garde d'une unité de l'armée irakienne, et dirige le *Mouvement pour une monarchie constitutionnelle* (MMC). Dans cet entretien, où il rappelle l'histoire de son pays, il remarque : « *Si les Américains (...) s'étaient penchés sur l'histoire de ce pays, ils auraient immédiatement réalisé qu'ils seraient incapables, tout comme les Britanniques, de le gouverner directement* » et « *que tout comme les Britanniques, ils auraient à faire face à une insurrection* ». Il se montre très pessimiste pour l'avenir « *à l'époque de l'indépendance il était facile de définir l'Irak, parce que le thème central était le nationalisme arabe. La question ne se posait pas de savoir si vous étiez sunnite ou chiite* ». Et en conclusion de ce bilan amer : « *Aujourd'hui, il est difficile de définir l'État irakien. Nous ne savons pas qui nous sommes* ».

♦ **RUSSIE** – Les quarante-quatre fragments d'os, exhumés cet été dans l'Oural, appartiennent bien au tsarévitch Alexeï Nikolaevitch, prince héritier des Romanov et à sa soeur, la princesse Maria Nikolaevna, ont annoncé vendredi des experts russes. « *Les conclusions préliminaires montrent qu'il y a une forte probabilité pour que ces restes appartiennent au tsarévitch Alexeï et à la princesse Maria* », a déclaré Vladimir Gromov, directeur adjoint de l'institut de médecine légale de la région de Sverdlovsk.

Les bonzes persécutés

On ne peut dissocier la Cochinchine de l'histoire de la guerre d'Indochine. Pas plus qu'on ne peut aujourd'hui occulter les manifestations organisées par la communauté khmère et khmère krom ⁽¹⁾. La dernière a eu lieu à Genève, le 23 septembre, à l'occasion de la VI^e session du Conseil des Droits de l'Homme, pour soutenir Tim Sakhorn, un bonze actuellement emprisonné au Viêt-Nam.

Petit retour sur l'histoire. En 1862, l'empereur d'Annam Tu Duc cède à la France, par le traité de Saïgon, la basse Cochinchine, grenier à riz du Viêt-Nam. De 1862 à 1867, la France se fait reconnaître la possession des provinces voisines. Ainsi naît la Cochinchine qui sera rattachée au Viêt-Nam en 1949. On sait que les Français quitteront la région en 1954, après leur défaite à Diên Biên Phu.

Oui, mais voilà. Dans cette grande Cochinchine, qui englobe dorénavant une grande partie du sud du Viêt-Nam – en gros, le delta du Mékong – se trouvent des terres habitées par les Khmers krom.

D'où des revendications territoriales menées entre autres par le *Comité des Frontières du Cambodge* et son président Sean Penge. C'est d'ailleurs en questionnant celui-ci que Mam Sonando, président de la radio *Sambok Khum Radio*, est arrêté le 11 octobre 2005, sur l'ordre du Premier ministre cambodgien Hun Sen et sur mandat d'arrêt lancé par les autorités judiciaires de la ville de Phnom Penh. On lui reproche la diffusion de cet entretien dans lequel sont dénoncés « les accords et traités illégaux de 1979, 1982, 1983 et 1985 conclu entre la République socialiste du Viêt-Nam et la République Populaire du Kampuchea, lors de l'occupation du Cambodge par les forces vietnamiennes, de même que la conven-

tion additive que M. Hun Sen a signée le 10 octobre 2005. » (Déclaration du *Comité des Frontières du Cambodge*). L'organisation *Reporters sans Frontières* apportera son soutien à Mam Sonando.

Mam Sonando, que j'ai rencontré récemment lors d'un de ses voyages en France, a pris la tête d'un mouvement politique dont le but est d'exclure le Premier ministre Hun Sen de la vie politique. Pour

cela, Mam Sonando et ses amis tentent de créer un front uni allant de membres déçus du PPC de M. Hun Sen aux anciens amis du nationaliste Son Sen, en passant par des partisans du *FUNCINPEC* (royalistes) et de Sam Rainsy (libéraux). Ce sont ces derniers que Mam Sonando tentait de convaincre récemment parmi la diaspora cambodgienne en France. Il recevait à l'occasion le soutien non négligeable de Chlom Chlay Léa, par ailleurs membre très actif de la *Fédération des Khmers du Kampuchea krom pour la Sauvegarde de la Culture et de l'Ethnie* (FKKE).

Épuration ethnique

Si je cite Léa et son action au sein de la FKKE, c'est parce que j'en reviens au début de l'histoire, celle qui a provoqué la manifestation de Genève. La FKKE est



■ Le révérend Tim Sakhorn interrogé par les policiers vietnamiens après son arrestation. (Photo publiée dans le quotidien *Sralanh Khmer*).

un « *Organisme de Lutte par la non-violence pour revendiquer sur ses Terres Ancestrales les Droits de l'Homme prônés par les Chartes des Nations Unies et les Lois internationales pour le bien-être de ses compatriotes au Kampuchea krom (ex-Cochinchine française).* » (2).

Que se passe-t-il en territoire krom ?

Les autorités vietnamiennes persécutent régulièrement les bonzes bouddhiques theravâda (3) et du Peuple Autochtone Khmer krom. C'est une politique d'épuration ethnique qui est ainsi conduite.

Depuis le début de cette année, les Khmers krom qui réclamaient leurs lopins de terre confisqués ont été poursuivis, plusieurs bonzes theravâda ont été arrêtés et systématiquement défroqués. Cinq d'entre eux ont été condamnés de deux à quatre ans de prison ferme. Ils avaient réclamé le respect des droits à l'enseignement du bouddhisme...

La répression a, selon le *FKKE*, franchi les frontières et s'exerce maintenant à l'intérieur du territoire cambodgien. Le 27 février de cette année, après une manifestation de solidarité, un bonze a été retrouvé mort éborgné dans sa chambre.

Le 30 juin, cédant à la pression, le patriarche de l'ordre bouddhique du Cambodge Tep Vong a ordonné le défrochage du Vénérable Tim Sakhorn, chef de la pagode de Phnom Penh nord (district de Kirivong, province de Takèo). Il l'a accusé d'avoir *mené des activités mettant en cause l'amitié khméro-vietnamienne*. Il l'a fait déporter au Viêt-Nam où il est actuellement incarcéré sous la menace d'un emprisonnement à vie.

C'est pour lui que la manifestation de Genève était organisée. Il devient de ce fait le symbole de la résistance khmer krom. Si cette action a coïncidé avec la session du Conseil des Droits de l'Homme, c'est parce que les diplomates occidentaux ont salué un peu vite l'abandon par le Viêt-Nam du décret 31/CP sur la *détention administrative*. S'ils avaient eu la curiosité de voir un peu plus loin, ils se seraient aperçus qu'il subsiste une loi moins connue, l'ordonnance 44 sur « *le règlement des violations administratives qui permet d'arrêter et de détenir des personnes soupçonnées d'atteinte à la sécurité nationale, de les placer en hôpital psychiatrique ou en camp de réhabilitation.* »

Le Roi entend son peuple

La vieille histoire de la Cochinchine rejoint le présent du Cambodge et du Kampuchea krom. On est loin des clichés exotiques qui nourrissaient nos livres



■ Un roi à l'écoute de son peuple.

d'histoire d'avant Diên Biên Phu. On ne doit pas oublier que cette région a vécu de nombreux drames et que son actualité n'augure pas forcément de matins calmes.

La tentative de déstabilisation du Premier ministre Hun Sen, pour louable qu'elle paraisse, n'est pas forcément sans arrière-pensées. Et on sait que les soubresauts politiques s'accompagnent souvent de violences sur les bords du Mékong. Mais ceci est peut-être une autre histoire que les Cambodgiens veulent écrire.

Sa Majesté le roi Norodom Sihamoni, pendant ce temps, s'affirme tout en respectant la constitution. Il vient de nommer un nouveau conseiller officiel avec rang de Secrétaire d'État.

Le 6 juin dernier, près de 4 000 personnes se sont rassemblés à Phnom Penh, devant le Wat Botum pour célébrer le 58^e anniversaire de la perte du Kampuchea krom, rattaché au Viêt-Nam sur décision du protectorat français. Un discours a été prononcé par Son Soubert, membre du Conseil Constitutionnel et responsable de l'ONG *Communauté des Khmers du Kampuchea Krom* : « *Nous voulons réclamer le respect de notre liberté, notamment d'expression. Nous ne nourrissons*

aucun projet de renverser tel ou tel parti politique, ou bien telle ou telle personne. Seulement, la jeune génération doit connaître les circonstances historiques qui ont conduit à la perte d'une partie de notre territoire ». Le Roi a fait un don de 2 000 dollars pour la préparation de cette cérémonie et il s'est fait représenter par la princesse Sisowath Monipong Pongneary qui a appelé les participants « *à ne pas verser dans la violence pour se faire entendre afin de ne pas souiller l'image de ceux qui ont été érigés par le passé en héros du Kampuchea krom* ». Comme quoi, lorsque le peuple khmer parle, le Roi l'entend.

N'est-ce pas, Léa !

Robert GESNOT

(1) On appelle Khmer Krom, (littéralement *Khmer d'en bas* – *en bas* désignant les basses terres du delta du Mékong) la minorité ethnique khmère vivant dans le sud du Viêt-Nam, en particulier dans le delta du Mékong.

(2) Communiqué du 6 septembre 2007 de M. Thach Vien, président du Conseil d'administration de la *FKKE*.

(3) Le bouddhisme theravâda (doctrine des Anciens) se veut l'héritier de la doctrine originelle du Bouddha et est la forme de bouddhisme dominante en Asie du Sud et du Sud-Est.

Une critique radicale

Patrick Artus vient de publier *Les incendiaires - Les banques centrales dépassées par la mondialisation* ⁽¹⁾. Cet ouvrage est remarquable au-delà du titre et critique avec un radicalisme bienfaiteur la pensée qui gouverne les banques centrales dont la Fed et la BCE et leurs modes d'actions. L'auteur, chef économiste de Natixis, possède le rare talent d'allier l'expression des idées économiques, avec la rigueur du scientifique, et la pédagogie.

L'axe de la politique des banques centrales est celui dicté dans les années 1970-1980 de la lutte obsessionnelle contre l'inflation et les anticipations inflationnistes. Le florilège des propos tenus par le président de la BCE, M. Trichet, dont l'incompétence aveugle et fanatique est critiquée depuis de nombreuses années dans *Royaliste*, éclaire le lecteur dès les premières pages.

Non seulement l'inflation ne représente plus un danger immédiat mais c'est bien la déflation qui menace. Les politiques de lutte contre l'inflation conduites par la BCE - qui s'expriment au travers d'une politique continue de renchérissement des taux directeurs - participent activement à la déflation. En effet, le renchérissement des taux apprécie mécaniquement l'euro par rapport au dollar, accélère les importations en provenance de pays émergents (Chine, Inde...), favorise les délocalisations, freine les hausses de salaires, alimente le chômage. La compression des coûts salariaux industriels se transmet aux services. Les gains de productivité en outre bénéficient aux entreprises (et à leurs actionnaires) au détriment des salariés : « Dans la zone euro, chaque année, les

entreprises prennent, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes, l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés ». Le pouvoir d'achat des salariés au mieux stagne.

Mais alors, qui a alimenté la croissance européenne ces dernières années ? C'est la hausse de l'endettement des ménages. « Le taux d'endettement des ménages est passé, entre 1996 et 2005, de 42 à 75 % de leur revenu dans la zone euro, de 90 à 100 % de leur revenu aux États-Unis, de 100 à 160 % de leur revenu au Royaume-Uni. Si le taux était resté constant, la croissance, de 2004 à 2006, aux États-Unis n'aurait pas été sur une tendance de 3,5 % par an mais inférieure à 2 % ; dans la zone euro hors Allemagne, elle aurait été négative et non de 2 % ; au Royaume-Uni, elle aurait été négative et non de 2,5 % ».

Selon l'auteur, la BCE se trompe en analysant que cette croissance génère de l'inflation suivant le principe que plus de crédit implique plus de demande, et si le taux d'utilisation des capacités de production devient trop élevé, plus d'inflation. Ce que la BCE n'a manifestement pas compris, c'est que nos économies sont mondialisées. Ainsi

la hausse du crédit finance les produits importés, crée du déficit extérieur et accentue la pression déflationniste en Europe.

Le jugement est catégorique : « l'objectif de stabilité des prix d'une banque centrale indépendante ne correspond donc pas à l'objectif social ».

Par ailleurs, Patrick Artus, à la suite de l'excellent ouvrage de François Morin *Le nouveau mur de l'argent* (2) dresse l'amer constat pour M. Trichet que les banques centrales s'imaginent à tort être en mesure de contrôler les marchés de l'argent, alors qu'ils leur échappent en presque totalité : la surabondance d'épargne des pays émergents a fait chuter les taux longs partout dans le monde, encourageant ainsi le développement de l'endettement des ménages et la hausse du prix des actifs (dont l'immobilier), alimentant de multiples bulles spéculatives (cf. crise des subprimes)(3). Donc quand M. Trichet annonce, sans surprise, une hausse des taux, l'effet le plus probable est qu'il n'y en aura aucun sur la politique d'endettement, que l'euro poursuivra sa hausse par rapport au dollar, et que la déflation sera encouragée.

Cependant ce jeu a ses limites. La hausse des taux renchérit l'endettement existant quand ce dernier est exprimé en taux variable. Si le taux directeur passait à 6 %, l'auteur démontre que le service de la dette des ménages espagnols représenterait 80 % de leurs revenus ; ce qui provoquerait une crise financière majeure de la zone euro. Mais cela est-il compris à Francfort au siège de la BCE ?

La politique de la BCE attise les tensions au sein de la zone euro. L'auteur évoque avec beaucoup de lucidité les risques d'éclatement de la zone euro dont serait responsable la politique de la BCE. Il insiste par ailleurs avec raison, comme François Morin, sur la nécessaire coopération des banques centrales dans la définition d'une nouvelle politique se ressourçant aux origines : « Plutôt que de s'attacher au contrôle de l'inflation, alors que la globalisation a largement fait disparaître le risque inflationniste, il faudrait que les banques se posent des questions qui sont assez voisines de celle du XIX^e siècle : quelle est la bonne quantité de liquidité ? Où sont les risques (dans les banques, les marchés financiers ?), comment réagir à temps aux crises ? Mais le renouveau des banques centrales ne peut pas se faire de manière efficace sans celui de la coopération monétaire internationale, dans un monde globalisé où la liquidité, les financements, les biens circulent librement. »

Cet excellent ouvrage procure au lecteur des outils de compréhension du monde moderne en vue d'une action politique éclairée.

Jean LATOUR

📖 (1) Patrick Artus - « *Les incendiaires - Les banques centrales dépassées par la mondialisation* », Perrin, prix franco : 16 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) François Morin - « *Le nouveau mur de l'argent* », Seuil, prix franco : 22 €. Voir *Royaliste* n° 895. ➡ [Achat immédiat](#)

(3) Voir *Royaliste* n° 909, l'article de Yves Billon « La crise cachée ».

La tyrannie libérale

Il n'est pas si facile dans le domaine a priori libre de l'espace intellectuel d'exprimer une pensée tant soit peu décalée d'avec la bienséance des préjugés en cours. Gauche et droite sont comme interdites face à la transgression des principes qui forment le socle commun à la société moderne. La simple réticence à accepter même une modernité qui symbolise tous les progrès dévolus à l'homme contemporain est considérée comme une atteinte inadmissible à la démocratie et à l'émancipation des âges réactionnaires. Les penseurs intempestifs du type de Christopher Lasch ou de Philippe Muray sont soigneusement repoussés aux marges, considérés comme potentiellement dangereux. Il faut dire que l'histoire contemporaine s'est chargée de conforter le sentiment d'une fin de l'histoire, du moins de celle qui fit le cauchemar des peuples jusqu'à la chute du mur de Berlin. L'annonce d'un autre monde, unanimement accepté à l'aune d'une démocratie fondée sur un droit incontournable et d'une économie de marché sans entraves, a été reçue comme un progrès irréversible, en dépit du déclin des idées de progrès. On le voit bien en France, ne serait-ce qu'avec les dernières péripéties électorales et post électorales... Les contestataires du libéralisme politique et économique ne peuvent être que des extrémistes sans avenir. La gauche peine d'autant plus à se redéfinir qu'elle est irrésistiblement aimantée par l'attraction d'un modèle qui s'est substitué à un socialisme de moins en moins justifiable.

Dans ce climat, la superbe autonomie d'un Jean-Claude Michéa est plus que bienvenue. Le philosophe rigoureusement indépendant trace depuis des années un chemin qui, s'il n'était qu'original ne nous retiendrait que par ses paradoxes brillants. Mais ce chemin est bien autre chose : il effectue une traversée de l'histoire de la pensée depuis le XVI^e siècle, d'une façon qui permet de comprendre autrement la substance et l'évolution des idées. Il aide à saisir d'autant mieux le monde qui se constitue que sont percés à jour les vrais motifs d'un libéralisme qui se dérobe à une pleine élucidation. Certes, on lui reconnaît nombre de défauts, mais telle la démocratie, selon Winston Churchill, ne constitue-t-il pas « *le pire de nos régimes, à l'exception de tous les autres.* » N'est-il pas le seul possible désormais, parce qu'il a renoncé à faire le bonheur obligatoire des hommes, en refusant une fois pour toutes à définir un bien absolu et en se contentant de proposer à tous le moindre mal. Ses deux moyens essentiels, le droit procédural qui protège la liberté des individus et le marché qui assure le développement économique maximum, le rendent absolument insubstituable. Eh bien, ce sont ces certitudes que Michéa conteste avec énergie, en montrant que ce prétendu moindre mal est de plus en plus dogmatiquement imposé de telle sorte qu'il est en train de muter en *meilleur des mondes* et que son relativisme éthique consubstantiel pourrait nous conduire à une vraie catastrophe anthropologique.

par Gérard Leclerc



Mais pour le suivre sur son chemin, il faut prendre la peine de se mettre en disposition quasi spirituelle d'écoute. Son style philosophique n'est certes pas dépendant de longs et pesants traités. Il préfère l'essai court et substantiel, celui qui requiert cette attention chère à Malebranche et qui est la condition de la lucidité. Nous nous trouvons avec *L'Empire du moindre mal* en présence d'un traité dont il faut méditer attentivement toutes les propositions pour apprécier la valeur d'instrument d'analyse qui se construit et apparaît en somme comme redoutable pour le système qu'il met à nu. Pourtant Michéa n'est pas de ces penseurs orgueilleux qui refont le monde après avoir déployé leur ambition dévorante. Il ne se réclame que de quelques convictions qui pourraient d'ailleurs se ramener à cette *décence* dont se réclamait son cher Orwell, anarchiste tory, qui n'hésitait pas à affirmer que pour défendre les biens précieux de l'humanité il ne fallait pas craindre un certain conservatisme ! Paradoxal Michéa, qui est bien l'un des derniers fidèles au vieux combat des socialistes contre l'exploitation capitaliste mais qui affirme d'un même mouvement que la menace libérale

n'est pas seulement économique, elle est aussi morale. Ainsi les gens de gauche qui prétendent se fonder sur l'individualisme libéral sont-ils intellectuellement solidaires d'une conception philosophique générale qui repose au fond sur l'indifférentisme moral.

C'est bien en effet ce qui est au point de départ de la démarche libérale. Les guerres de religion du XVI^e siècle avaient déjà persuadé les premiers théoriciens du droit politique que le principal danger tenait dans la solidarité d'un État avec une prétention au vrai et au bien. Seul le relativisme éthique convenait pour ramener la paix civile et les actuelles provocations fondamentalistes sont bien à même de mettre en garde contre tout absolutisme des valeurs. Il s'ensuit une conclusion implacable : « *L'État qui s'interdit tout jugement sur la morale et la vie bonne est le seul dont on pourra être sûr qu'il ne cherchera*

jamais à faire le salut ou le bonheur des individus malgré eux. » Et il y a d'ailleurs quelque chose d'incontestable dans cette volonté de séparer les domaines, le spirituel et le politique. Mais jusqu'à quel point ? C'est là où Michéa nous fait entendre son plus salutaire avertissement : « *Une société qui n'exigerait de ses membres que le respect de leur indifférence ne serait plus une société. La maxime vivre et laisser vivre finit toujours, là où ne règne pas un minimum de common decency (c'est-à-dire un minimum de valeurs partagées et de solidarité collective effectivement pratiquée) par se transformer dans les faits en vivre et laisser mourir.* »

Mais le scepticisme sur le bien réclame en contrepartie un dogmatisme arrogant en économie. Car autant le libéralisme et ses penseurs sont pessimistes sur la nature humaine, autant ils érigent en dogme la toute puissance d'un développement sensé apporter le bien être à tous, fut-ce d'ailleurs au détriment provisoire de tous ceux qui seront sacrifiés par la machine économique universelle.

Fukuyama, le théoricien fameux de la fin de l'histoire pourrait, en effet, nous donner le fin mot de ce relativisme qui finit par déboucher sur le meilleur des mondes grâce à une révolution biotechnologique dont les perspectives peuvent conduire à l'idée de disparition de l'humanité telle que nous l'avons connue : « *Alors commencera une nouvelle histoire, au-delà de l'humain.* » Que l'on me pardonne le caractère cursif de cet aperçu. Mais pour prendre conscience de la nature du péril libéral, il faut lire Jean-Claude Michéa au plus vite.

■ Jean-Claude Michéa - « *L'Empire du moindre mal* », Climats, prix franco : 20 €.

Achat immédiat

Notre Dame

La cathédrale médiévale, on le sait, ne ressemble plus beaucoup à ce que les premiers Parisiens voyaient. Les siècles ont modifié les apparences, notamment avec l'immense travail de reconstitution de Viollet-le-Duc, qui l'a métamorphosée en ce que l'on aurait voulu que soit le Moyen-Âge, à l'époque romantique. À l'extérieur, la flèche, qui avait fini par tomber faute de soins, en est l'illustration. On sait que les pierres de la façade sont presque toutes contemporaines, œuvre de restaurateurs aujourd'hui moins susceptibles de laisser valoir leur imagination que leurs prédécesseurs du XIX^e siècle. Cependant, sait-on assez qu'à l'intérieur, la perspective que l'on voit ne date que de 1993, année où un nouveau mobilier a été installé. La grande croix qui trône derrière l'autel n'est là que depuis cette année. La construction gothique des origines a disparu depuis plus longtemps encore.

Qu'importe, l'un des monuments les plus visités de la capitale française n'a jamais perdu son âme. Nombre d'événements se sont passés sous ces voûtes, du procès en réhabilitation de Jeanne d'Arc aux funérailles de Charles de Gaulle. C'est ce que nous content les magnifiques images et les textes clairs, des 240 pages du beau livre qui vient de sortir. Une vieille photo montre Viollet-le-Duc posant accoudé à une balustrade extérieure, comme un touriste d'aujourd'hui. Une pensée pour tous les siècles.

Christophe BARRET

📖 Claude Gauvard et Joël Laiter. « *Notre-Dame de Paris, cathédrale médiévale* ». Paris: Chêne, 2007 – prix franco : 60 €.

[Achat immédiat](#)

Bernard de Ventadour

Luc de Goustine, qui vit en Limousin près de Ventadour, fait revivre le temps des troubadours avec son *Bernard de Ventadour ou les jeux du désir* ⁽¹⁾.

Luc de Goustine aime la terre limousine « ... où la louange [à Dieu] prend toujours des formes si douces, consonnantes aux pauvres, intrépides et vaillantes pour le corps et les cœurs imprégnés de jove (2) ». Des corps et des cœurs, il est grandement question dans son ouvrage où il nous conte, à travers une pérégrination de neuf journées, de Puivert à Courthézon, le temps des troubadours. C'est un roman ou, si l'on veut, un roman historique, au sens où ce genre « est aussi un instrument de la connaissance du passé » (3). N'écrit-il pas en avant-propos que « ... certains auteurs prétendent... que ces historiettes en langue **romane** rassemblées à la demande du public des cours et des villes d'Italie du Nord au XIII^e siècle, sont à l'origine du genre que nous appelons **roman** » ?

En ce temps là « ne voit-on pas des bacheliers courir en chemise sous la neige ou braver cent dragons pour relever les défis d'une damoiselle, et des dames jeunes et belles se retirer du monde et prendre la bure, et des seigneurs pleins d'âge et de sagesse vendre ou gager leur bien pour courir en Terre sainte ? ». En ce temps là rayonnent Clairvaux et Cluny où Aymar III, vicomte de Limoges, finit ses jours moine. En ce temps là Guillaume, comte de Poitiers et duc d'Aquitaine, meurt, léguant « au roi des Francs

tout son pays et son aînée, la noble demoiselle Aliénor » (elle épousera le futur Louis VII). Ce qui n'empêche pas fiefs et seigneuries de s'entremêler. À Limoges « le pont Saint-Martial ainsi que son faubourg étaient à l'évêque... De son côté, l'abbé de Saint-Martial étendait son emprise sur la ville tandis que, de leur motte accolée au monastère, les vicomtes bataillaient pour imposer leur joug au nom de leurs suzerains déjà contradictoires : tantôt duc d'Aquitaine et tantôt roi de France, en attendant qu'Angleterre s'en mêle ». Voilà pour la trame historique.

En ce XII^e siècle, cheminant donc à travers Limousin et Languedoc, jusqu'à Courthézon, quatre troubadours : Peire d'Alvernhe, originaire d'Auvergne, Guiraut de Bornelh, Raimbaut d'Orange, seigneur de Courthézon, et Bernard, dit de Ventadour. Ce dernier, de pauvre lignage (mais est-ce si sûr ? La fin de l'ouvrage réserve quelque surprise...), fils « d'un père bon servent, habile tireur à l'arc à main de cytise, et d'une mère maîtresse des fous de Ventadour où le pain est si bon quand il cuit après un grand feu de sarments... ». Placé comme oblat au Moustier, monastère bénédictin, il y reçut éducation et instruction. « Il devint bel homme et adroit... et devint courtois et instruit. Et le vi-

comte de Ventadour, son seigneur, fut charmé par lui, ainsi que par sa façon de trouver (4) et de chanter, et lui fit grand honneur. Or le vicomte de Ventadour avait une femme jeune, noble et joyeuse... ». C'est à Bernard que Raimbaut demande de lui conter comment il est devenu le poète de l'amour.

Ainsi, Luc de Goustine nous entraîne, avec mots goûteux et belle écriture, sur ces contrées d'Oc d'un Moyen-Âge beaucoup moins obscur qu'on ne l'a dit. Il faut entrer dans son roman - on préférera récit - sans craindre détours et apparentes digressions, se laisser prendre par l'esprit des lieux et d'un temps où l'on ne courrait pas pour rien. Entrer dans cette fresque piquetée à l'occasion de quelques récits gaillards, mais non gratuits. Car si l'époque était celle de la foi, elle n'était pas pudibonde. Sieur de Goustine, qui combattit en d'autres temps et d'autres lieux le féal vicomte Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon sur les terres de Vendée (et ce fut aussi chevaleresque aventure), nous livre là un beau conte en neuf journées. Belle nouvelle !

Alain SOLARI

📖 (1) Luc de Goustine - « *Bernard de Ventadour ou les jeux du désir* », Pilote 24 édition, Collection Contes, Nouvelles et Récits, prix franco : 25 € [Achat immédiat](#)

(2) Joven : jeunesse.

📖 (3) Henri Irénée Marrou - « *Les Troubadours* », Seuil, 1971, prix franco : 10 € [Achat immédiat](#)

(4) Trouver : inventer, composer, créer pour le troubadour.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 17 octobre - Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration, **Arnaud TEYSSIER** est haut fonctionnaire et professeur associé à l'université de Paris I. Invité à nos réunions pour ses ouvrages sur Lyautey et sur la famille d'Orléans, il revient pour nous présenter un livre d'histoire et d'actualité. Sa réflexion porte

sur « **L'héritage de Richelieu** » : le Cardinal fut à la fois l'incarnation du serviteur du pouvoir politique et le théoricien de la puissance de gouverner en un moment où, grâce à lui, l'État prend force. L'homme qui a manifestement inspiré la République gaulienne est aujourd'hui totalement refusé par les théoriciens et les praticiens de la « gouvernance », du laissez-faire et de la soumission aux puissances extérieures. Pour ceux qui préservent l'idée du gouvernement de la nation dans le souci du bien public, la politique de Richelieu demeure exemplaire.

● **Mercredi 24 octobre** - L'épouse du président de la République, simple citoyenne, qui accomplit des missions diplomatiques... Le Premier ministre, chargé selon la Constitution de déterminer et de conduire la politique de la nation, qui est supplanté par le secrétaire général de l'Élysée... Le Président qui

veut décider de tout... « **Sommes-nous confrontés à une dérive bonapartiste ?** ». Ancien ministre de François Mitterrand, **Anicet LE PORS** en est persuadé. Son analyse, rigoureuse, est celle d'un politique et d'un juriste soucieux, comme il se doit, de l'intérêt général. Mais ses explications et ses propositions ne rejoignent pas toujours les nôtres ! D'où la nécessité de reprendre le débat amical que nous poursuivons avec lui depuis de nombreuses années. Au moment où une commission prépare une réforme institutionnelle d'ores et déjà inscrite dans une logique présidentielle, notre débat sera d'une brûlante actualité.

● **Mercredis 31 octobre et 7 novembre** - Pas de réunion en raison des vacances de la Toussaint.

● **Mercredi 14 novembre** - Reprise par George Bush et Nicolas Sarkozy, la théorie du « choc des civilisations » ne tient pas debout ! Quant aux idées communes sur la religion musulmane, la fécondité des femmes africaines et la

polygamie, elles méritent d'être très sérieusement révisées. Un démographe, **Youssef COURBAGE**, et un anthropologue, **Emmanuel TODD**, se sont employés à dissiper les préjugés et les fantasmes dont nous sommes constamment accablés. L'étude du mouvement universel d'alphabétisation, de la baisse progressive de la fécondité en terre chrétienne comme en terre musulmane et des pratiques religieuses dans un très grand nombre de pays permet de poser sérieusement une question obscurcie par le discours courant sur la globalisation : « **Le monde est-il en voie d'unification ?** » Les pulsions racistes, le terrorisme et les guerres actuelles semblent infirmer cette hypothèse. Elle mérite d'être soumise à débat.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

IFCCE

Prochaine session de politique appliquée
à La-Chapelle-Saint-Luc les 27 et 28 octobre 2007

Souveraineté nationale et mondialisation

C'est le thème retenu pour la prochaine session de politique appliquée. Sociologues et politiques en débattront pour et avec le public les 27 et 28 octobre prochains. Principaux intervenants : **Hakim El Karoui**, agrégé de géographie et ancienne "plume" de Jean-Pierre Raffarin et **Jacques Nikonoff**, membre fondateur de la Fondation Marc-Bloch et de l'association ATTAC.

Tous renseignements sur le site de l'IFCCE : <http://www.ifcce.fr> et possibilité d'inscription en ligne ou en nous téléphonant (01.42.97.42.57) pour demander à recevoir le dépliant de présentation.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris le **dimanche 11 novembre** prochain. Après l'élection présidentielle, les élections législatives et les premiers mois du sarkozysme, nous analyserons la situation politique et examinerons les perspectives d'action pour la NAR. Seront plus particulièrement envisagées la campagne contre le "mini traité" et notre participation aux élections municipales.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

AUTOCOLLANTS

Nouvel autocollant « **NON aux lois xénophobes** » rond (64 mm) de couleur rouge fluo, très visible. Vendu par planche de 12.

- **Tarif :**
- La planche 1 € franco.
 - A partir de 2 planches : 0,70 € franco la planche.
 - A partir de 10 planches : 0,65 € franco la planche.
- De nombreux autres modèles sont aussi disponibles, documentation envoyée sur demande.

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le Président parle

Le président parle. Il parle bien. Avec chaleur et conviction, comme on dit. Et c'est vrai qu'il emploie des formules qui nous vont droit au cœur : il veut « *réconcilier les Français avec la politique* » ; il dit qu'« *il n'y a pas de plan d'austérité caché ni de tournant de rigueur en préparation* » car une telle politique serait un renoncement. Il veut veiller à l'impartialité de l'État, le chef de l'État n'étant pas au service d'une secte mais au contraire un homme qui veut agir très vite pour la hausse du pouvoir d'achat et la démocratie sociale.

Le président parle, le mercredi 3 octobre, mais on s'aperçoit, dans la soirée et les jours suivants, que ses propos ne cessent d'être démentis.

Nicolas Sarkozy invoque le général de Gaulle mais il viole en direct la Constitution de la V^e République puisque le président parle et agit face à la majorité parlementaire comme le faisait naguère les Premiers ministres. Confusion des fonctions ! D'ailleurs, quel est ce président impartial qui vient à Neuilly introniser son candidat et s'adresse aux militants de l'UMP comme s'il était encore le chef de ce parti ?

Nicolas Sarkozy *récuse la politique de rigueur* mais c'est bien une politique de ce type qui va être appliquée à la Sécurité sociale avec le système des franchises. Et la défiscalisation des heures supplémentaires apparaît comme le moyen de ne pas procéder à une augmentation générale des salaires (1).

Nicolas Sarkozy se présente en ami de tous les Français mais la

police se livre dans les rues de Paris à un nettoyage social qui vise les personnes privées de domicile et les mal-logés – ainsi rue de la Banque, moins de 48 heures après l'allocution du président de la République.

Nicolas Sarkozy se pose en humaniste mais la législation qu'il tente de mettre en place établit des discriminations raciales à l'encontre de certaines catégories d'immigrés, autorise le recensement ethnique et prévoyait,



au moment même où il parlait, que les étrangers en situation irrégulière ne pourraient plus être accueillis dans les centres d'hébergement. Ces dispositions scandaleuses ont rencontré l'opposition de nombreux élus de sa majorité, de plusieurs dirigeants éminents du parti dominant et de membres du gouvernement – ce qui a contraint MM. Fillon et Hortefeux à atténuer ou à retirer des dispositions qui auraient certainement figuré dans le programme d'un gouvernement lepéniste.

Nicolas Sarkozy veut *la réforme tout de suite* mais cet homme d'action a oublié de déclencher l'offensive contre la Banque centrale européenne –

alors que le cours de l'euro bat de nouveaux records. Il s'est simplement glorifié d'avoir fait adopter un traité européen simplifié dont les Français ignoraient tout le 3 octobre et que le chef de l'État, qui annonce une démocratie exemplaire, veut leur imposer.

Nicolas Sarkozy produit avec talent l'image d'un homme de bon sens, soucieux de la morale publique et universellement bienveillant mais dans la même semaine Arnaud Lagardère, grand ami du président, était mis en cause dans le plus grand délit d'initié de notre histoire – tandis que Rachida Dati installait le groupe de travail chargé d'étudier la dépénalisation du droit des affaires. Ceci au moment où la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Versailles rejetait la demande d'annulation de la mise en examen d'André Santini : le secrétaire d'État à la Fonction publique reste en fonctions alors qu'il devra comparaître pour « *détournement de fonds publics, faux et prise illégale d'intérêts* ».

A l'exemple du président de la République, je m'en tiendrai à une remarque de bon sens : il y a loin de la parole aux actes, si loin qu'on peut parler de contradiction flagrante entre des propos volontaristes et l'impitoyable réalité des délocalisations, qui continuent, des privatisations à nouveau programmées et de l'ouverture à la concurrence, en 2011, du courrier postal ordinaire...

Les « réformes » dont se flatte Nicolas Sarkozy vont toutes dans le même sens : un ultra-libéralisme qui suppose, pour se renforcer, une autocratie parée des fleurs de la rhétorique.

Bertrand RENOUVIN

(1) Pour une démonstration complète, cf. l'analyse de Gérard Filoche dans *Démocratie et socialisme* : <http://www.democratie-socialisme.org/>